

# L'Union européenne s'élargit à Athènes sur fond d'après-guerre

Les Quinze ont intronisé hier à Athènes leurs dix nouveaux partenaires en louant l'unité retrouvée de l'Europe mais cet unisson protocolaire n'est pas parvenu à éclipser la question de l'Irak, qui continue d'éprouver la cohésion européenne. Le conflit irakien s'est de fait imposé en arrière-plan du sommet, qui s'est ouvert sous la surveillance de quelque 20 000 policiers : des heurts ont éclaté lors d'une manifestation antiguerre qui a rassemblé 8 000 personnes.

Le « camp de la guerre » emmené par la Grande-Bretagne et l'Espagne et le « camp de la paix » de la France et de l'Allemagne seraient convenus d'un texte soulignant le rôle « important » ou « essentiel » des Nations unies dans la reconstruction de l'Irak.

Dans l'attente d'un délicat compromis sur cette question, les Quinze et les dix pays candidats ont signé dans l'après-midi le traité de l'élargissement lors d'une cérémonie au pied de l'Acropole.

*« Le jour que nous vivons voit se réaliser une formidable espérance. (...) Notre Europe restait une Europe par défaut et ne méritait son nom qu'à moitié tant que la moitié de ses peuples en était interdite », a déclaré Jacques Chirac qui s'est exprimé sous le Portique d'Attale, comme les 24 autres représentants des membres de la nouvelle famille européenne.*

Les dix pays feront leur entrée dans l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004 (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Chypre et Malte) après ratification par les Parlements des 25 États, trois adhérents - Malte, la Slovaquie et la Hongrie - ayant déjà passé ce cap.

Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE avaient ouvert leur réunion informelle d'Athènes par une discussion avec Valéry Giscard d'Estaing, le président de la Convention chargée de préparer un traité constitutionnel pour l'Europe élargie.

*Pages 6 et 14*

**DIPLOMATIE** Alors que le président français renoue le dialogue avec son homologue américain, les Quinze restent incapables d'adopter une position commune sur le Moyen-Orient

## Les raisons de l'appel de Chirac à Bush

# L'Irak s'est invité à la fête européenne

Anne Fulda

C'était prévu et c'était prévisible. En substance, tel est le commentaire de l'Elysée pour expliquer le coup de fil qu'a passé, mardi, Jacques Chirac à George Bush afin d'amorcer un semblant de rapprochement entre la France et les Etats-Unis. A en croire les conseillers du président français, ce n'est nullement parce qu'il y aurait été vivement encouragé par des chefs d'entreprise ou des élus de l'UMP, inquiets des répercussions que pourraient avoir les mauvaises relations franco-américaines sur l'économie et la diplomatie française, que Jacques Chirac a décidé d'appeler son homologue américain.

Non, assure-t-on à l'Elysée, ce coup de fil entre les deux présidents n'a rien à voir avec les craintes qu'a exprimées, mardi, le Medef (Mouvement des entreprises de France), dont le conseil exécutif s'est inquiété solennellement des conséquences d'éventuelles mesures de boycott des produits français. Le « pragmatisme » français, tellement vanté par Paris, n'aurait rien à voir non plus avec les déclarations d'Ernest-Antoine Seillière, le président du Medef, qui a reconnu qu'« on ne pouvait pas dire » que la position de la France dans la crise irakienne n'avait pas entraîné « d'éléments négatifs pour les entreprises françaises aux Etats-Unis ».

Le président du mouvement patronal, qui a été reçu, lundi, avec d'autres grands patrons à l'Elysée, en vue de la prépara-

tion du G 8 d'Evian, a d'ailleurs fait part de ses inquiétudes de vive voix au chef de l'Etat. Et il a profité de l'occasion pour souligner qu'il fallait être conscient des conséquences des positions diplomatiques de la France sur le plan économique.

Non, explique-t-on encore au palais présidentiel, cet apparent assouplissement de la position française n'a rien à voir non plus avec les messages transmis par quelques députés de l'UMP « atlantistes » ou, comme lâche un proche du chef de l'Etat, « quelques ânes qui ont crié un peu trop fort » pour dénoncer le sommet de Saint-Petersbourg qui a réuni, la semaine dernière, Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine.

Comme le résumait hier un conseiller de Jacques Chirac, le geste du président français serait en fait uniquement dicté par le calendrier diplomatique et militaire. Et d'argumenter : « Le président de la République ne souhaitait pas appeler George Bush pendant le conflit. Ce n'était pas le moment. Nous sommes maintenant dans une autre phase, pratiquement celle de l'après-guerre. Il était programmé qu'à ce moment-là Jacques Chirac reprenne le contact avec son homologue américain. »

Le contact désormais rétabli, il faudra encore du temps pour qu'il devienne à nouveau cordial. Mais le nouveau langage diplomatique français, plus édulcoré à l'égard des Etats-Unis, prouve que la France a aujourd'hui pris en compte ce fameux « principe de réalité » qu'invoquait il y a peu de temps encore Dominique de Villepin.

Réunis pour un sommet informel à Athènes, les chefs d'Etat et de gouvernement européens, ont signé, hier après-midi, au pied de l'Acropole, le traité d'adhésion de dix nouveaux pays membres de l'Union européenne. Cette cérémonie très symbolique clôture sept années de travaux et de débats visant à intégrer les pays ex-communistes et méditerranéens dans la famille européenne. Pour la première fois, les dix nouveaux pays membres ont assisté à un Conseil européen en participant de plein droit aux travaux de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

Athènes :  
de nos envoyés spéciaux  
Pierre Bocey  
et Alexandrine Bouilhet

Sans être invité à la fête européenne, l'Irak s'est imposé au pied de l'Acropole. Pendant la signature du traité d'adhésion, des milliers de pacifistes manifestaient contre la présence de Tony Blair, José Maria Aznar, et Silvio Berlusconi, les « va-t-en guerre » de l'Europe. Détail plus insidieux : le portique d'Attale, reconstruit sur l'ancienne agora, où a eu lieu la grand-messe de l'Union, n'aurait jamais pu accueillir les dirigeants européens, sans le travail des archéologues américains, ni la fortune des Rockefeller.

A Athènes, comme à Bagdad, la puissance américaine ne saurait se faire oublier. Si Valéry Giscard d'Estaing a réussi à éviter que sa réunion de travail sur la future constitution de l'Europe soit parasitée par le dossier irakien, le dossier de l'urgence humanitaire et de la reconstruction irakienne a fait l'objet, en marge des séances officielles, d'intenses consultations bilatérales. « Il faut absolument trouver un terrain d'entente pour éviter d'apparaître encore divisés alors que la guerre est terminée », explique

un diplomate français. Malgré un emploi du temps très chargé, les ministres et les chefs de gouvernement, s'efforçaient, dans les couloirs du palais Zappaeon, de trouver une position commune.

Hier soir, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont rédigé un projet de texte commun « dans le droit-fil de la déclaration de Bruxelles » réaffirmant le rôle « central » de l'ONU dans l'après-guerre en Irak. Le document n'avait pas encore obtenu, hier soir, l'approbation des Quinze ou des Vingt-cinq. Si la France espérait voir la déclaration publiée avant la fin du sommet, l'Allemagne se montrait plus pessimiste. Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, n'espère pas de position commune avant la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères, début mai.

Même s'ils n'aboutissent pas à un texte commun, les efforts diplomatiques déployés à Athènes témoignent d'une sincère volonté d'apaisement. Comme pour faire oublier les querelles des dernières semaines, Jacques Chirac et Tony Blair s'affichaient côte à côte, à l'issue d'un aparté « très amical » de vingt minutes. « Nous avons évoqué les problèmes de l'Irak, du Proche-Orient, mais



Comme pour faire oublier les querelles des dernières semaines, Jacques Chirac et Tony Blair se sont affichés côte à côte, à l'issue d'un aparté « très amical » de vingt minutes. (Photo Licovski/AFP.)

aussi la nécessité d'établir un pont humanitaire pour soigner les blessés, notamment les enfants, dans nos hôpitaux », a indiqué Jacques Chirac. « Je lui ai aussi dit à quel point j'étais consterné par le pillage du musée de Bagdad, détruit par des barbares, alors qu'il abritait un patrimoine universel. »

En coulisse, la délégation française met l'accent sur le coup de fil « positif » de vingt minutes, mardi, entre Jacques

Chirac et George W. Bush, le premier depuis près de deux mois et demi. Pour Paris, le rôle de l'ONU, dans l'après-guerre, reste essentiel. Néanmoins, soucieux de préserver la relation transatlantique, le président français a manifesté sa volonté « d'agir de façon pragmatique », « dossier par dossier ». La France, qui a le droit de veto au Conseil de sécurité, aurait ainsi la possibilité de contrôler le déroulement du

processus, au fil de plusieurs résolutions. Après des mois de tensions, ce nouveau pragmatisme ne marque, au mieux, qu'une trêve dans les hostilités.

De son côté, Gerhard Schröder refuse toujours d'appeler le président Bush, qu'il n'a pas vu depuis le 21 novembre. Il a préféré évoquer la crise irakienne avec Tony Blair, mardi à Hanovre. « Il est temps d'avancer et de travailler ensemble », insiste le chancelier allemand,

pressé de sortir du piège d'un « camp de la paix » de plus en plus isolé. Une fois de plus le réalisme s'impose : la nouvelle Europe est plus atlantiste que la précédente. Le sommet d'Athènes met en évidence l'infériorité numérique des anti-guerre. Quatorze pays membres sur vingt-cinq auront fait allégeance à Washington.

De part et d'autre, les blessures sont difficiles à cicatrifier. Traités de « mal élevés » par Jacques Chirac, les pays de l'ex-bloc soviétique ne pardonnent pas l'attitude de la France. « En somme, Chirac nous a demandé, comme si on était des enfants : « Tu préfères ton père ou ta mère ? » résume une diplomate polonaise, désolée du divorce européen. « Pour nous, plus d'Europe ne veut pas dire moins d'Amérique », explique le ministre hongrois des Affaires étrangères. Malgré la fin de la guerre, le pari de la réconciliation n'est pas gagné.

Depuis le sommet de Bruxelles, en mars, les Quinze ne parviennent pas à accorder leurs violons sur l'Irak. A Athènes, ils patinaient toujours. La présidence grecque l'avait prévu, refusant de mettre l'Irak à l'ordre du jour officiel pour ne pas gâcher sa fête. « Personne ne veut renoncer à ses principes », explique un diplomate français. Du coup, on joue sur les mots. Témoin discret de cette cacophonie générale, Kofi Annan est venu à Athènes pour obtenir un mandat clair des Européens. Après une journée d'entretiens, le secrétaire général de l'ONU redoutait de rentrer bredouille à New York.

► LIRE AUSSI « LE FIGARO ÉCONOMIE » PAGE 11

## Les politiques français optimistes

Nicolas Barotte

« Quand, dans un couple, on s'est fait la gueule et qu'on commence à se reparler, on ne regarde pas qui fait le premier pas. » Comme tous ses collègues députés, Maurice Leroy (UDF) se « félicite » de la reprise du dialogue entre Jacques Chirac et George Bush. Les deux chefs d'État se sont parlés mardi au téléphone, mais de façon « professionnelle » pour Washington. Mais reste à savoir si la relation entre les deux pays est durablement affectée.

« Les échanges n'avaient pas cessé à d'autres niveaux », explique le vice-président du groupe UMP à l'Assemblée, Bernard Accoyer. Confiant, il estime que les Américains passeront vite à autre chose. Pour lui cette crise s'inscrit dans un « épisode de temps court. Fort heureusement, l'histoire des relations ne se limite pas à des phénomènes de courte durée ».

Et d'invoquer les crises entre les deux pays au temps du général de Gaulle. Au niveau économique, le député UMP atlantiste du Val-d'Oise, Axel Poniatowski, interrogé hier sur RTL, ne croit pas non plus « à un boycott organisé, structuré, contre les produits français tout simplement parce que ce n'est pas possible ».

D'autres à l'UMP sont moins optimistes sur les conséquences de la crise diplomatique. Pour le député UMP des Alpes-Maritimes Lionel Luca, « les États-Unis sont prisonniers de leur propre logique, ils ont montré du doigt la France, ils ne peuvent pas se réconcilier tout de suite. Le peuple américain aurait du mal à comprendre tellement il a été conditionné depuis trois mois ». Pour lui, « la réalité des relations diplomatiques ce n'est pas que des tapes dans le dos ». Mais les torts sont partagés : « Il y

eu des excès de chaque côté. Les Américains se sont focalisés sur la France en parlant de trahison. Et Paris dans l'affaire du veto a été excessive dans la forme. » Pour se réconcilier, il mise déjà sur le 60<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement de Normandie, en 2004. « Il faudra faire les choses de façon ample », demande-t-il déjà.

A gauche, le député de l'Isère André Vallini estime aussi que cette crise laissera des traces. « Ce qui s'est passé dernièrement ne s'effacera pas rapidement », affirme-t-il. Mais la crise, à ses yeux était nécessaire, « pour faire valoir une fois de plus aux États-Unis qu'ils ne sont pas les seuls au monde. La France est le caillou dans leurs rangs ». Et il regrette que dernièrement que « certains hommes politiques de droite ou de gauche, sans parler des atlantistes, aient pu être effrayés par leur propre audace », estimant que la diplomatie française serait allée trop loin.

Au contraire, pour le président du groupe socialiste à l'Assemblée Jean-Marc Ayrault, « il est important d'assumer ses divergences ». « Dire aux Américains (les risques de leur politique) c'est leur rendre service, mais il faut le dire cordialement », ajoute-t-il. « Nous sommes pour un monde fondé sur le multilatéralisme », précise Alain Bergougnoux, chargé de la communication au PS.

Pour lui, Washington se livre aussi à un jeu diplomatique « par rapport à l'Europe : ils disent, un peu comme Mauriac : « Nous aimons beaucoup l'Europe mais nous l'aimons plurielle. » Alors, cibler la France, ce n'est pas innocent. » Mais il ajoute, un peu gaullien : « Quand l'essentiel est en cause, la France est avec les États-Unis. Comme au moment du 11 septembre ou de la crise des missiles à Cuba, en 1962. »

## L'Europe à vingt-cinq au quotidien

Athènes : de nos envoyés spéciaux

D'un trait de plume (cinquante, en réalité, car chacune des vingt-cinq délégations avait droit à deux signatures) l'image de l'Europe a changé. Chacun y est allé, bien entendu, de son couplet sur l'occasion « historique » qu'est la signature du traité d'adhésion par dix nouveaux pays de l'Union européenne.

Quitte du reste, même en aussi solennelle circonstance, à laisser transparaître les petites divergences de toujours, exacerbées par la guerre en Irak. Ainsi Tony Blair, qui se borne à fêter la fin de « la dictature et l'oppression » communistes.

Alors que Jacques Chirac se plaît à inviter l'Union élargie à « garder la cohésion qui est le gage de sa force et de son efficacité ». Sans doute sans faire exprès, les Vingt-Cinq se félicitent-ils dans une déclaration commune de pouvoir enfin « surmonter les divisions passées » : comme si à présent il n'y en avait pas...

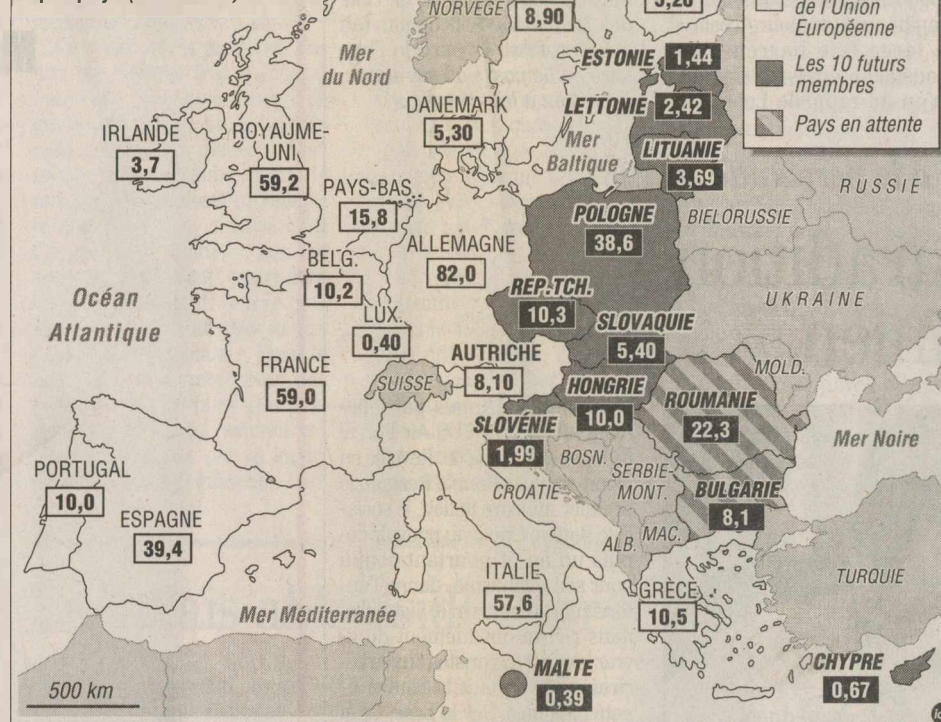
Mais une page est bel et bien tournée. Les Dix (1), certes, ne seront pour de bon membres du club qu'après les ratifications, le 1<sup>er</sup> mai 2004. Et pourtant, « la vie quotidienne à Bruxelles à l'époque de Romano Prodi » change dès aujourd'hui.

La Commission européenne, paradoxalement, est l'institution la moins affectée par le changement. Aucun commissaire letton ou polonais n'y siègera avant mai 2004. Pour l'instant, il n'y a que des experts nationaux qui assurent la liaison avec l'exécutif bruxellois et se préparent à leur brillant avenir européen.

Mais dès cet après-midi, le « Coreper », l'institution clef où les ambassadeurs préparent toutes les décisions de la vie communautaire, se tiendra à vingt-cinq. De même pour le Conseil des ministres, qu'il parle d'Irak ou de la peste por-

### 25 membres, 450 millions de citoyens

► Nombre d'habitants par pays (en millions)



cine. Les « nouveaux » ne pourront pas y voter pendant leur année d'apprentissage, mais ils seront présents partout, et ils auront le droit à la parole.

C'est dans cette perspective de chaos organisé que les services du Conseil ont mis au

### Les services du Conseil ont mis au point un « code de conduite » pour resserrer les boulons d'une mécanique qui tend à se gripper

point un « code de conduite » pour resserrer les boulons d'une mécanique qui a tendance soit à déraper, soit à se gripper. Sur le plan de table joint à ce document, chaque nouveau venu est encadré par deux « anciens ». Comme à l'école, les cancrs intercalés entre les forts en thème. La

France, par exemple, aura la Pologne à sa gauche et la Slovaquie à sa droite.

Et prière de modérer l'enthousiasme des débutants (autant que celui de certains « anciens » portés au verbiage) : le temps de parole est limité à deux minutes, et un clignotant est prévu pour signaler tout dépassement. Bref, il faudra une « plus grande discipline ». Les déclarations liminaires sont à déposer par écrit, et s'il y a « proposition d'amendement » à un texte, l'auteur est invité à l'exposer « clairement ». Enfin, les délégations « s'abstiendront de prendre la parole pour dire qu'ils sont d'accord ».

Au Parlement européen, la confusion initiale sera analogue, car 162 élus venus des

nouvelles capitales viennent dès aujourd'hui rejoindre les 626 eurodéputés. En attendant les élections à l'Assemblée strasbourgeoise en juin 2004, ils auront un siège dans l'hémicycle, mais sans droit de voter ni même d'intervenir. De quoi repousser un peu l'échéance de la tour de Babel, le passage à 21 langues de travail en lieu et place des onze actuelles qui sont déjà source fréquente de malentendus. Ou simplement de retards à l'allumage : car si un orateur se hasarde à faire une plaisanterie en finnois, les rires fusent au fur et à mesure de sa traduction dans les autres langues.

Dernier point, les « presque, mais pas encore tout à fait eurodéputés » n'auront droit qu'à une indemnité journalière et au remboursement des frais de déplacement sur justificatif. Pas comme les vieux de la vieille qui continuent à s'octroyer des forfaits incontrôlables.

P. B. et A. B.

## La Convention toujours dominée par les clivages

Athènes : de nos envoyés spéciaux

Il y a les proclamations solennelles sur « l'unité retrouvée du continent », mais il y a aussi les preuves flagrantes de désunion persistante sur la manière de gérer la future Europe à vingt-cinq. Malgré son optimisme ouvertement affiché, Valéry Giscard d'Estaing a dû quitter Athènes avec l'impression d'avoir à résoudre la quadrature du cercle : son échange de vues avec les

« petits », Jean-Claude Juncker, le premier ministre du Luxembourg, récuse le moindre « besoin de créer de nouvelles institutions ». Pas de « Congrès » donc, qui serait un « monstre » et, pas de président permanent du Conseil qui ne rendrait pas « plus audible » la voix de l'Europe dans le monde, ni « plus visible l'échafaudage » institutionnel. Quitte à diverger sur des détails cruciaux, seize pays sur les vingt-cinq ont souscrit à ces principes. « Il était important, souligne Jean-Claude Juncker, de faire ressortir que le consensus invoqué (par Giscard) sur ces questions ne correspond pas à la réalité ».

Il est vrai qu'à la Convention, lorsqu'il dresse le bilan des séances plénières, VGE a tendance à volontairement surestimer les ententes naissantes et à minimiser les désaccords.

A Athènes, les « grands » ont tout autant persisté dans leur idée d'une présidence stable, à en croire un participant. Ce qui n'a pas empêché Jacques Chirac de demander « un peu de flexibilité », ni Joschka Fischer d'espérer que l'on n'est « pas très loin d'un compromis ».

Il reste deux mois et quatre jours aux 105 « conventionnels » et ils savent que la tâche est ardue, sinon impossible. Faute de consensus, ils présenteraient simplement des « options » à la « conférence intergouvernementale » des chefs d'État et de gouvernement qui risqueraient alors de s'étripier. Comme à Maastricht, Amsterdam et Nice. Mais à vingt-cinq, ce qui ne facilitera rien.

► Un « Congrès » qui réunirait à la fois les députés de Strasbourg

et les élus nationaux, véritable dada de VGE, est-il utile ?

Deux heures et demie de discussion ont figé le constat. A condition de ne pas entrer dans les détails qui continuent à fâcher, tout le monde est d'accord pour que l'Europe ait à l'avenir un « ministre des Affaires étrangères ». Ce n'est déjà pas si mal. Mais pour le reste, même si le schéma n'est pas aussi simple, les « grands » sont en désaccord criant avec les « petits », actuels et futurs Etats membres confondus.

Au nom des « petits », Jean-Claude Juncker, le premier ministre du Luxembourg, récuse le moindre « besoin de créer de nouvelles institutions ». Pas de « Congrès » donc, qui serait un « monstre » et, pas de président permanent du Conseil qui ne rendrait pas « plus audible » la

voix de l'Europe dans le monde, ni « plus visible l'échafaudage » institutionnel. Quitte à diverger sur des détails cruciaux, seize pays sur les vingt-cinq ont souscrit à ces principes. « Il était important, souligne Jean-Claude Juncker, de faire ressortir que le consensus invoqué (par Giscard) sur ces questions ne correspond pas à la réalité ».

Il est vrai qu'à la Convention, lorsqu'il dresse le bilan des séances plénières, VGE a tendance à volontairement surestimer les ententes naissantes et à minimiser les désaccords.

A Athènes, les « grands » ont tout autant persisté dans leur idée d'une présidence stable, à en croire un participant. Ce qui n'a pas empêché Jacques Chirac de demander « un peu de flexibilité », ni Joschka Fischer d'espérer que l'on n'est « pas très loin d'un compromis ».

Il reste deux mois et quatre jours aux 105 « conventionnels » et ils savent que la tâche est ardue, sinon impossible. Faute de consensus, ils présenteraient simplement des « options » à la « conférence intergouvernementale » des chefs d'État et de gouvernement qui risqueraient alors de s'étripier. Comme à Maastricht, Amsterdam et Nice. Mais à vingt-cinq, ce qui ne facilitera rien.

P. B. et A. B.

# Éditorial

## Drôle de fête à Athènes

**L**ES EUROPÉENS n'en finissent pas de célébrer leurs retrouvailles. De la chute du Mur de Berlin en 1989 au fastueux sommet d'Athènes, hier, les cérémonies solennelles et autres grand-messes jalonnent le long et fastidieux processus de réunification du Vieux Continent.

Il n'est jamais inutile de glorifier la paix, la démocratie et l'amitié entre les peuples. Le traité d'adhésion de dix nouveaux membres à l'Union européenne n'est pas un événement anodin. A vingt-cinq et bientôt vingt-sept, quand la Roumanie et la Bulgarie auront rejoint le peloton, les retrouvailles seront presque complètes. Il ne manquera plus que trois ou quatre pays des Balkans.

D'où vient alors cette impression de fête un peu gâchée ? De réjouissances forcées ? Il y a quelques semaines encore, on aurait évoqué la candidature turque qui est loin de recueillir l'assentiment de tous. On aurait débattu à l'infini sur la politique de la « fuite en avant » et analysé le syndrome du « qui trop embrasse mal étreint ». Mais aujourd'hui le malaise vient de la crise irakienne et d'elle seule.

Le champ des divisions entre les pays de l'Union s'est élargi d'un seul coup. Quinze des membres de la future Europe à vingt-sept ont appuyé l'intervention américano-britannique. Les autres ont soutenu la position franco-allemande ou se sont abrités derrière leur traditionnelle neutralité.

Ironie de l'Histoire : comme en 1991, où le premier conflit des Balkans avait coïncidé avec la négociation du traité de Maastricht, la guerre en Irak s'est engagée au moment où l'Europe - via la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing - cherche à se doter d'un traité constitutionnel dépositaire d'une véritable ambition en matière de diplomatie et de défense.

A Maastricht, le traité d'union politique avait accouché d'un embryon de politique étrangère et de sécurité commune à peine plus efficace qu'un moulin à prières. La Convention, en 2003, parviendra-t-elle à des résultats plus probants ? Après un très bon début, les difficultés s'accumulent et, dans la course contre la montre entre l'élargissement et l'approfondissement, l'élargissement a pris une nette avance.

Ce décalage n'est pas pour déplaire aux Américains qui, après avoir soutenu la construction européenne à ses débuts, cherchent aujourd'hui à l'affaiblir par tous les moyens. Comme le dit le chercheur allemand Harald Müller, Washington préférera toujours traiter avec « quinze nains » - et demain vingt-cinq - qu'avec une « Europe adulte ».

Le tout est de savoir si les Européens auront la volonté de surmonter leurs divergences pour afficher une vision précise de ce qu'ils veulent faire ensemble. S'ils échouent dans cette tentative, leurs retrouvailles seront de courte durée. L'heure de l'Europe à géométrie variable aura définitivement sonné. Des groupes se constitueront par affinités. Une façon inattendue de rendre hommage à Donald Rumsfeld, pour qui « c'est la mission qui fait la coalition et non l'inverse »...

Baudouin Bollaert